Conclusion

Alors que la rédaction de cet ouvrage s'achève, une nouvelle ère s'ouvre pour Cuba et pour La Havane, qui laisse augurer de profonds changements. Après plusieurs mois d'un prudent rapprochement diplomatique, les présidents américain et cubain en exercice, Barack Obama et Raul Castro se sont officiellement rencontrés le 11 avril 2015, à Panama, lors du VII e sommet des Amériques, un événement qu'ils ont eux-mêmes qualifié d'historique1. Cette réunion a en effet ouvert la voie à une normalisation des relations entre Cuba et son encombrant voisin avec, à la clef, une possible levée de l'embargo économique qui pèse sur l'île depuis plus de cinquante-cinq ans. La présidence américaine s'est déjà déclarée favorable à cette mesure et Barack Obama a affirmé publiquement fin septembre 2015, vouloir abandonner une politique qui s'est révélée totalement inefficace. Pourtant, tous les obstacles ne sont pas aplanis Le Congrès, à majorité républicaine, s'oppose pour l'instant à la suppression des sanctions économiques, et les conservateurs peuvent compter sur le soutien actif d'une partie de la communauté cubaine installée aux États-Unis, qui cherche toujours à faire tomber le régime castriste. Depuis la Floride, le sénateur Marco Rubio, fils d'exilés et candidat à la primaire du Parti républicain en vue de l'élection présidentielle de 2016, a d'ailleurs lancé un appel à Barack Obama pour qu'il vote à l'ONU en faveur du maintien de l'embargo2.

Cette position inflexible risque cependant de devenir de plus en plus difficile à tenir, notamment à cause de la pression qu'exercent en sens contraire les milieux d'affaires. Déjà, les entreprises américaines se préparent au développement des échanges commerciaux : le dirigeant de la chambre de commerce des États-Unis n'a ainsi pas hésité à rencontrer Raul Castro lors de son passage à New York, fin septembre 2015, tandis que, dans le même temps, une délégation de représentant du lobby agricole menait une visite exploratoire à La Havane 3. Quelques jours plus tôt, le 21 septembre, l'administration américaine décrétait une série de mesures destinées à assouplir les relations économiques avec caribéenne. Désormais, les sociétés états-uniennes, y compris les banques sont autorisées à ouvrir une succursale à Cuba, à mener des projets en association avec une entreprise locale, à recruter des employés cubains 4 ou encore à exporter du matériel téléphonique et informatique5 ; les transferts de fonds entre particuliers, autrefois limités, sont également déplafonnés, ce qui va très probablement se traduire par une injection de liquidités dans l'économie de l'île ; quant aux liaisons maritimes entre les

deux pays, elles pourront bientôt se faire de manière directe (quatre compagnies de ferries américaines sont déjà sur les rangs pour se partager le marché, et le croisiériste Carnival Cruise prévoit de son côté de faire escale à La Havane dès mai 2016).

Mais le symbole le plus fort de la normalisation des relations les anciens ennemis irréductibles est la réouverture quasi simultanée de leurs ambassades respectives. Le 11 juillet 2015, le drapeau cubain a ainsi été hissé devant l'immeuble de la représentation cubaine à Washington aux cris de « Viva Cuba socialista!» et « Cuba libre ! ; le 14 août ce fut au tour de la bannière étoilée de flotter à nouveau sur le Malecón, en présence du secrétaire d'État John Kerry 6. Dans son discours, certains passages étaient rédigés en espagnol, le responsable américain a souligné le caractère mémorable de l'événement et dit sa certitude que, pour les États-Unis et pour Cuba, le moment était venu de se rapprocher : « Nos deux peuples ne sont plus des ennemis ou des rivaux, mais des voisins ». Il faut souligner que cette évolution spectaculaire des relations cubano-américaines est le fruit de longues négociations dans la coulisse, avec le soutien de l'Espagne et du Vatican. Le pape François a d'ailleurs été reçu en grande pompe à La Havane le 19 septembre 2015. À son arrivée à l'aéroport José Marti, il a été accueilli par le président Raul Castro, qui l'a remercié chaleureusement pour le rôle qu'il avait joué dans le rétablissement des liens diplomatiques avec Washington. Dans ce contexte d'ouverture, les autorités révolutionnaires ont également reçu, le 11 mai 2015, la visite du président François Hollande, premier chef d'État français à faire un voyage officiel à La Havane. L'un des enjeux de ce déplacement était de défendre les positions économiques de la France à un moment où les entreprises américaines s'apprêtent à revenir en force sur un de leurs marchés historiques

Pour la capitale cubaine, les conséquences des changements en cours ne tarderont pas à se faire sentir. Les premières manifestations du nouveau climat diplomatique sont déjà visibles dans la vie quotidienne des habitants : la plus symbolique a été l'ouverture, début juillet, de quelques points de connexion Wi-Fi publics dans des lieux passants, comme La Rampa, près du Malecón, une initiative qui a attiré une foule nombreuse. L'autre phénomène marquant est l'explosion du tourisme : alors même que les voyageurs américains sont encore soumis à des restrictions (pour l'instant, seules les personnes ayant de la famille à Cuba peuvent se rendre dans l'île directement depuis les États-Unis), le nombre d'étrangers a fortement augmenté, à tel point qu'il devient difficile de trouver une chambre libre en ville. Pour beaucoup de visiteurs, la principale motivation est de découvrir

La Havane avant qu'elle ne perde ce qui fait encore aujourd'hui sa singularité et son charme désuet.